

## La laïcité peut-elle être autre chose qu'une religion laïque ?

Loin de se confondre avec son dispositif institutionnel ou juridico-politique, la laïcité suppose un ensemble de pratiques et de conditions. Mais c'est aussi à la fois un ordre symbolique et un pli des corps, et si l'ordre symbolique est performatif, c'est justement qu'il est un pli des corps, sur lequel repose la vie en commun de toutes les communautés ethniques ou religieuses ; l'exemple type en serait l'école, et c'était le but de la seule loi appelée en droit Loi de laïcité, celle de 2004 sur les signes religieux ostensibles, qui proscrit certains marquages des corps au nom du vivre ensemble. La blouse de l'école primaire de ma jeunesse, qui effaçait les différences sociales, et même ethniques ou raciales, marquait les corps de façon qu'il n'y ait que des élèves dans l'espace social de l'école.

Or symptomatiquement, la rationalité de cet ordre symbolique a été décrite sous les espèces de la sécularisation. Ne l'oublions pas, le sens du mot, c'est d'abord le transfert de biens ou de compétences de l'Eglise au pouvoir civil. Mais qui dit transfert dit passage d'un détenteur à un autre, substitution, remplacement : l'Etat se serait assis dans le fauteuil du bon Dieu. Les indices ne manquent pas en ce sens. Les *Principes de la philosophie du droit* de Hegel donnent à l'Etat le droit de réclamer de ses membres qu'ils aient une religion, sans leur dicter laquelle. Mais c'est que l'Etat est de l'aveu du maître, le « divin sur terre ». La sécularisation, c'est la divinisation d'un substitut : c'est l'érection d'une religion laïque. Nombreux seront les pouvoirs à chausser les bottes du Seigneur. « Croire, obéir, combattre » proclamait une affiche à la gloire de Mussolini. Et les épigones de Lénine n'ont rien trouvé de mieux que de l'embaumer, que rythmer la vie soviétique au rythme de fêtes des saisons et des moissons ravivant de vieux cultes païens, sans parler du fait que la carte n°1 du parti communiste, longtemps après sa mort, était attribuée à Vladimir Illich, démonstration lumineuse de la présence réelle du leader. Un poème anonyme –hélas- publié dans la Pravda en 1936 attribuait à Staline rien moins que le prédicat de « créateur de l'homme ». Certes cela s'entendait de l'homme véritable, social, l'homme du communisme, mais la brièveté de la formule était une usurpation de place. La laïcité est areligieuse ; quand elle se veut antireligieuse, elle n'est qu'une religion de plus, car elle interdit à la sphère publique de se placer en position de tiers face à la pluralité.

A ceux qui trouveraient la démonstration trop facile, parce que portant sur les pouvoirs dits totalitaires, rappelons le fourmillement des religions laïques au 19<sup>e</sup> siècle, de Saint-Simon à Auguste Comte, et citons Zola, *Le docteur Pascal* : « En somme, le docteur Pascal n'avait qu'une seule croyance, la croyance à la vie. La vie était l'unique manifestation divine. La vie, c'était Dieu, le grand moteur, l'âme de l'univers. Et la vie n'avait d'autre instrument que l'hérédité ; l'hérédité faisait le monde, de sorte que si on avait pu la connaître, la capter pour disposer d'elle, on aurait fait le monde à son gré ». L'idéologie scientifique devient une religion scientiste. Dès 1865 le biologiste allemand Virchow avait déclaré : « la science est notre religion » dans un discours prononcé à Hanovre, et il en faisait une religion civique et nationale, puisque la recherche scientifique était pour lui « le symbole de l'unité du peuple allemand »<sup>1</sup>.

Il faut donc une bonne dose de naïveté ou fumer beaucoup de substances prohibées, pour croire que la sécularisation a signifié le désenchantement du monde. Il n'y a pas de retour du religieux, parce qu'il était latent ou même déclaré dans l'exercice même de la laïcité, dans les formes de rationalité qui la déployaient et la justifiaient. Apparemment, la question serait de savoir pourquoi nous sommes tous des culs bénis. Se pose-t-elle effectivement ? Il ne suffit pas de proclamer la séparation entre l'Etat et les cultes pour être laïc. Quand la place du tiers se définit comme religion civile, la laïcité est transformée en norme extérieure et autoritaire. La mission civilisatrice de l'école sera une vocation religieuse. On connaît le fameux parallèle de Durkheim ; « De même que le prêtre est l'interprète de Dieu, lui[l'instituteur] est l'interprète des grandes idées

<sup>1</sup> Jacques le Rider : *L'Allemagne au temps du réalisme*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 97.

morales de son pays et de son temps »<sup>2</sup>. La sacralisation de la nation transforme l'instituteur en porteur du sacerdoce laïc. Le code Soleil s'ouvrait sur un chapitre intitulé *la vocation* et le § 1 de l'édition de 1952 définissait le métier comme un « magnifique apostolat ». Et voici Alain, le philosophe officiel du radicalisme : « La République est une philosophie avant d'être un régime ; elle est une Eglise, une Eglise laïque dont le dogme est la libre pensée et dont le prêtre est l'instituteur » ou encore « La sagesse des citoyens, le culte de la Raison, l'amour des idées, tel est le fondement de la République. »<sup>3</sup>. Mieux, la religion définit chez lui l'action politique même : « Tout parti est mystique par son fond, c'est-à-dire qu'il enferme une foi, un amour, une indignation, en un mot quelque sentiment qui se passe de preuve et détermine radicalement les actions »<sup>4</sup>. Il y aura au contraire laïcité quand le sentiment, loin de se passer d'arguments, sera le sentiment de la raison.

La réforme a avancé l'idée d'un sacerdoce universel, mais bien des mouvements sociaux peuvent s'interpréter ainsi, à commencer par ceux inspirés par l'idée d'une force sociale universelle, investie de la mission historique de libérer l'humanité, ce qui dans l'histoire du socialisme a contribué à empêcher la formation de tout bloc hégémonique. Si la sécularisation consiste à rendre le monde à lui-même, c'est-à-dire à sa fin, alors cette fin autoréférentielle devient une fin religieuse, que ce soit une forme laïcisée de salut ou une fin millénariste de l'histoire. En somme si la sécularisation est un transfert d'allégeance, elle trahit le projet d'émancipation des mouvements sociaux qui l'ont portée et même d'ailleurs des tendances libérales du capitalisme.

Entre les religions contemporaines et surtout entre les grands monothéismes qui se définissent par un universalisme exclusif, il n'y a pas d'espace, pas de jeu. Il n'y a au mieux que juxtaposition. C'est à mon avis, ce qu'on voit dans l'interprétation belge de la laïcité où la morale laïque se trouve en position de croyance comme les autres, de religion laïque institutionnelle. Si j'en étais le représentant, j'aurais rang d'évêque, ce qui ferait s'étrangler de fureur certains de mes anciens collègues de l'université de Nice. Cette solution apparaît comme la réponse au réquisit hégélien : choisissez une religion. Et ceux qui n'en ont pas ? Pouvait-on objecter. L'institution leur crée un ersartz, leur morale devenue quasi religion. Position profondément cléricale, car elle permet de faire revenir la religion comme vérité de la laïcité, alors même que la Belgique dans son droit (que ce soit sur l'euthanasie, la prostitution ou l'avortement) est bien plus détachée des prémisses religieuses que la France. La religiosité de la laïcité, c'est l'idée de Sarkozy dans son discours du Latran : la morale laïque est une croyance religieuse inférieure en tant qu'elle répond mal à l'aspiration à l'infini : ... « la frontière entre la foi et la non-croyance n'est pas et ne sera jamais entre ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, parce qu'elle traverse en vérité chacun de nous. Même celui qui affirme ne pas croire ne peut soutenir en même temps qu'il ne s'interroge pas sur l'essentiel. Le fait spirituel, c'est la tendance naturelle de tous les hommes à rechercher une transcendance. Le fait religieux, c'est la réponse des religions à cette aspiration fondamentale ». La laïcité ne peut se définir que comme une religion qui s'ignore, que comme une concurrence de croyances religieuses. Façon de resacraliser la religion en l'érigeant par un coup de force en expérience universelle.

Le discours de Sarkozy appuie la croyance sur la recherche d'une transcendance. C'est évidemment ce qui en maintient le caractère religieux. Mais c'est aussi ce qui en entretient la violence. L'universalisme exclusiviste des monothéismes contemporains repose sur l'admission d'un maître signe du discours, qui en commande la logicité. C'est le nom de Dieu qui tient ce rôle de fixateur du langage et de fondateur de la tautologie : Dieu est Dieu, il n'y a d'autre Dieu que Dieu. Le maître signe est ce qui fonde l'effet de transcendance dans le langage, parce que c'est un signe au-delà des signes, qui ne réfère plus qu'à soi. Je suis qui je suis. Mais si l'opération de sécularisation a fonctionné, c'est bien là : vous pouvez remplacer par Science, Raison, la déesse révolutionnaire, par l'Humanité, par le grand être, ou par le Héros fondateur de la révolution (Lénine, embaumé ou Mao), c'est bien la même logique qui est à l'œuvre, celle d'un maître signe censé ouvrir un espace infini. Et ce maître signe est évidemment hors concours avec les autres ;

<sup>2</sup> *L'éducation morale*, Paris, Felix alcan, 1923, p. 131.

<sup>3</sup> Discours au Lycée Corneille, 31 Juillet 1902

<sup>4</sup> *Éléments d'une doctrine radicale*, 1935, Gallimard, propos 152, *Mystique radicale*

c'est lui qui ouvre l'espace de la rationalité qui devient ainsi religieuse. En est-il autrement des invocations à une raison totalement abstraite censée éclairer la nôtre de son vide né justement de son abstraction ? S'il y a un maître signe pratique aujourd'hui, c'est les droits de l'homme comme incarnation du droit naturel. Mais que l'origine du droit naturel soit une opération de sécularisation, c'est ce qu'on lit dans Grotius, qui proclame que la justice naturelle serait valide « même s'il n'y avait pas de Dieu », donc même si la place du maître signe était vacante. Elle ne l'est pas. Mais le tenant-lieu est déjà tout trouvé.

Le religieux a d'autant moins de mal à investir le séculier que celui-ci n'a pas cessé d'être religieux. Les spectacles de variétés contemporains mêlent ferveur et rituel collectif pour souder une communauté provisoire et puérile. Il y a là un phénomène d'idolâtrie au sens strict : Dieu est remplacé par une image, un tenant lieu, un représentant qui prend sa place. Et pourtant, ce spectacle de ferveur religieuse de quatre sous réinvestit la religion même, en particulier les sectes protestantes, pour mettre en scène une communauté illusoire mais compensatoire des échecs sociaux. Ce sont des formes à la fois de marchandisation de la croyance, de soudure de la communauté par participation au show, et des formes de réassurance des individus laissés pour compte sur le marché du travail. Ce n'est pas un hasard si ces formes de ferveur prennent en France dans le neuf-trois.

Croire, on le sait, a deux sens : croire que, l'attitude propositionnelle, qui insiste sur le contenu de croyance, et avoir confiance, le sens du mot hébreu *èmuna*, qui invoque la bouche vérace, l'autorité fondatrice de la croyance. Et si le *croire que* renvoie à ce qui distingue les croyances, à ce qui définit chaque organisation, comme l'Eglise catholique et son credo, la confiance fonde la communauté, comme on le voit à plein dans les phénomènes de sectes ou dans la mise en scène de la communauté autour de l'officiant. Sécularisez le maître-signes, vous ne supprimez pas l'effet de croyance ou de confiance. Car il est aussi le fondateur de l'exclusivisme de la croyance, donc de la distinction de la communauté. C'est lui qui fait fonctionner le « je crois que ». La communauté ne se forme pas en rassemblant des gens qui « croient que », ses membres croient que, parce qu'ils forment une communauté qu'il faut défendre, distinguer, rassembler. Le maître signe nous dit autour de quoi ou de qui, l'autorité. La révolution a pu fonctionner ainsi dans le PC français, et donner à croire justement que les thèses de la direction relevaient, - pourquoi pas ?- d'une autre supérieure à la science officielle : « la science de parti » me répétait mon vieux tonton bolcho modèle 1938 révisé 47. En réalité, l'exigence éthico politique de liberté et d'égalité qui se cristallisait dans l'épopée révolutionnaire de 1917, faisait adhérer aux foutaises de la direction au nom de la communauté : Budapest souriait après l'écrasement de l'insurrection de 1956, Il n'y avait pas de camps en URSS,. La biologie et la linguistique prolétariennes écrasaient leurs consœurs bourgeoises Et si vous concentrez les trois aspects, la bouche vérace, la tautologie du Dieu autoréférentiel et la confiance, vous obtenez une logique totalement fermée de la communauté autour de sa certitude : « Voici le Livre qui n'est sujet à aucun doute. C'est un guide pour ceux qui craignent le Seigneur ; [3] ceux qui croient à l'invisible, qui s'acquittent de la prière et qui effectuent des œuvres charitables sur les biens que Nous leur avons accordés ;[4] ceux qui tiennent pour vrai ce qui a été révélé à toi et à tes prédécesseurs et qui croient fermement à la vie future » Coran sourate de la vache. Mais ce n'est pas une exclusivité. Ce n'est qu'un exemple, pris parce que particulièrement condensé, et aussi parce que le coran est devenu à la place de l'orthodoxie marxiste, le savoir compensatoire des gosses en difficulté dans les banlieues.

Mais le maître signe autoréférentiel fonde aussi le temps de la tradition et de la mémoire. « Souviens-toi, Israël », mais de quoi ? Du nom de Dieu. Mais quand l'Etat se pose en maître-signes, il accomplit exactement le même geste. C'est fonder par exemple l'autorité, le cours de l'Etat sur la geste initiale de la révolution, dont la perpétuation est assurée par les défilés militaires sous l'œil des généraux recouverts de médailles. Et quand Sarkozy veut démolir l'héritage de mai 68 et surtout du Conseil national de la résistance, il tente de substituer au rapport à l'histoire une mémoire d'Etat fondée sur le pathos de la compassion en imposant la lettre de Guy Moquet ou en tentant de définir une pseudo identité nationale fondée sur une définition mythologique du bon français, censée faire tradition et mémoire en même temps qu'elle commanderait l'assimilation des étrangers. L'Etat se

sacralise comme bouche qui donne cours au récit de l'identité. La transformation de l'Etat en communauté fermée et exclusive est en soi une opération religieuse. La religion laïque consistait aussi à dire comme le disait Croce, que ce n'est que par l'Etat et la nation que les individus participent à l'humanité. C'est ce que la globalisation interdit au moins à l'intérieur des sociétés développées. La multiplicité des nationalités décentre la nation. Et ce point de vue de la société ouverte sur son extérieur est celui qui refuse la mémoire d'Etat et sa transformation en tradition, donc aussi la superposition de la nation et de la religion.

Or ce privilège du récit tend à définir la laïcité comme religion de substitution en sacralisant les récits religieux. Ce qui compterait ne serait pas l'argumentation, mais le récit raisonnable par lequel je vous explique ce qui est important pour moi, le récit d'une expérience propre transformée ainsi en tradition. Touche pas à mon récit, au nom du respect, décalé ainsi de la personne vers le narré même. Tentative de rétablir le délit de blasphème dans une république qui l'ignore. L'incendie du siège de Charlie Hebdo, mais aussi, heureusement plus modestement, les appels de l'évêque d'Avignon à interrompre une exposition où une œuvre présentait Jésus dans un bain d'urine, ou les tentatives de catholiques intégristes de perturber une pièce jugée attentatoire, ne sont que l'expression paroxystique de cette logique où le récit remplace l'argument.

La laïcité n'est plus alors un droit de liberté, une liberté de critique, c'est la justification de tous les communautarismes ; dont elle devient la coexistence, grâce à la duperie d'une prétendue traduction des récits les uns dans les autres, où la charité indifférente d'Ignace de Loyola ou le pur amour de Dieu devient l'équivalent du nirvana, et le 3<sup>o</sup> genre de Spinoza un sous-produit de la vision béatifique. Ne reste plus qu'à exclure ceux qui ne veulent pas se laisser traduire. L'esprit est dans les ferveurs de l'autre, disait Jean-Paul II, -fort bien, mais revoici la religion comme prétendue expérience universelle, qui réduit la laïcité à la liberté religieuse, mais qui oblitère ceux qui refusent la ferveur, qui refusent le grand récit de la religion. Ceux qui refusent les ferveurs ne participent pas à l'esprit

Le maître signe délimite l'espace du sacré, à la fois comme tension vers, comme horizon de purification, et comme numineux, comme centre des tabous et des interdits, autorité de distinction de la communauté. C'est en tant que tel qu'il est au centre des prescriptions corporelles, alimentaires ou autres, qui distinguent la communauté. Un exemple : la Kipa, signe de respect, car il faut rester couvert devant Dieu, et marque distinctive du corps appartenant à la communauté. Marque de distinction et désignation de l'autorité. Le Dieu est lui-même marqué : Dieu d'Israël, Dieu des croyants. Car la communauté se constitue par le marquage des corps, dont les prescriptions éthiques font partie, instituant un contrôle social du corps. Ainsi des interdits d'approcher la femmes pendant ses règles ou de servir Dieu après une éjaculation (Lévitique, 15.31-33). Mais c'est là encore un terrain où la sécularisation n'a pas voulu dire désenchantement. Le rapport entre la communauté et son maître signe se joue dans le rite d'initiation, censé instaurer un rapport privilégié entre les membres de la communauté entre eux, mais surtout avec leur sacré, celui-ci fût-il le progrès, ou la raison : le rite d'initiation transforme la raison même en révélation.

L'Etat laïc s'est sacralisé en sanctuarisant l'école, elle-même d'ailleurs marquée par les rites d'introduction et d'entrée, puis de passage, ce que l'Université de Nice copie pitoyablement avec ses ridicules cérémonies de remise de thèses en toge, réplique des rites de passage américains à la vie professionnelle. Surtout, l'Etat laïc a été à peine moins zélé à contrôler le corps de ses fonctionnaires que les religions traditionnelles. Souvenons-nous du code soleil, insistant sur la réserve nécessaire à l'institutrice, incitant les enseignants à se marier entre eux, ou de ces écoles normales où les filles devaient présenter tous les mois leur serviette hygiénique pour prouver leur moralité. Nous condamnons à juste titre, les déclarations de leaders islamistes refusant l'aide sociale aux mères célibataires, mais il faut remettre ce fait dans une histoire : dans les années 60 encore, on excluait des écoles normales les stagiaires enceintes avant de se marier, même quand elles étaient sur le point de « régulariser leur situation ». *La morale professionnelle des instituteurs* d'André Ferré contenait la mise en garde suivante : « Il ne sied évidemment pas qu'une institutrice, même dans une grande ville, ait la figure peinte comme une actrice de scène, ni qu'elle laisse derrière elle un sillage persistant d'aromates. Elle fait à la coquetterie une part décente, mais ne gaspille pas son

temps en séances trop fréquentes chez le coiffeur et se montre capable d'avoir d'autres sujets de conversation que les chiffons et la beauté »<sup>5</sup>, car une femme soucieuse de son apparence et de sa féminité ne peut être que coquette et une coquette ne sait parler que chiffons. C'est Jules Ferry qui établit le lien religieux entre sexualité et sacrifice à propos de l'institutrice : « L'institutrice qui reste fille, trouve dans l'éducation des enfants d'autrui la satisfaction du sentiment maternel, de ce grand instinct de sacrifice que toute femme a en elle »<sup>6</sup>. Toute femme est en soi une bonne sœur laïque.

Rappelons-nous aussi les campagnes anti-homosexuel du pc de l'après guerre, sans parler de sa morale conjugale. Qui trompe sa femme trompe le parti, disait André Marty, Sans oublier Jeannette Vermeersch et son refus de la contraception : "*Le « Birth control », la maternité volontaire, est un leurre pour les masses populaires, mais c'est une arme entre les mains de la bourgeoisie contre les lois sociales* »<sup>7</sup> Précisant que c'était « un vice de la bourgeoisie ». Dès 1935, d'ailleurs, un article de l'humanité du 21 novembre dénonçait « le droit au chaos sexuel », le « dévergondage », la « morale petite bourgeoise égoïste », en se cachant derrière l'autorité de Lénine condamnant ce qu'il appelait la théorie du verre d'eau. Dans la revendication du sacrifice de la vie au parti, qui érige celui-ci en substitut de l'Etat moderne, tout se passe comme si le contrôle du corps et du sexe, joints à l'exigence du sacrifice, étaient la voie de la sacralisation d'une institution.

Mais si la religion était présente dans la laïcité même, pourquoi les formes les plus fermées, les plus ritualisées, de religion reprennent-elles le dessus aujourd'hui ? Nous arrivons au rouet, à l'antinomie centrale de notre situation : la laïcité est désormais incapable, et en premier lieu à l'école, de fournir cette symbolique et ce pli des corps, de donner une carte d'orientation aux individus, en particulier aux plus démunis socialement et culturellement. Dans les banlieues à majorité « immigrée », surtout d'immigration récente, l'école, c'est l'école des « français », le service public est massacré par le néo-libéralisme, l'ascenseur social est bloqué. Ce sont les confessions qui fournissent les repaires compensatoires à cette impuissance de l'Etat. Et si les enseignants n'ont plus à plier leur corps à des prescriptions sexuelles ou vestimentaires, l'abandon de toute tenue et de toute correction vestimentaire fait probablement partie de leur perte de crédit, auprès des parents comme des chers petits. L'enseignant ne représente plus rien, ni un savoir commun, ni un genre de vie qui serait une possibilité de se faire pour les enfants. Ceux-ci d'ailleurs n'envisagent généralement pas de devenir enseignants. Ce métier qui incarnait l'ascension sociale, n'incarne plus guère que la misère intellectuelle et morale. Dans l'école de la troisième République, son rôle social était clair : il était le porteur d'un savoir nécessaire, qu'il devait transmettre. Mais les enseignants, désormais techniciens de pédagogies sans contenu, ne sont plus les représentants du savoir. Si l'on peut dénoncer le caractère religieux de la laïcité même, de son ordre symbolique et du pli des corps qu'elle imposait, il faut bien comprendre que sans un ordre symbolique, sans ce pli, constitutif d'un personnel, d'un corps social porteur de la laïcité (les fameux hussards de la République) la société se condamne au repli communautariste. D'où ma question : que peut vouloir dire une laïcité areligieuse, un pli des corps et un ordre symbolique dénués d'appel à la transcendance ou au maître signe, dénués de ritualisation ?

La nouveauté de la situation actuelle, c'est que ces éléments ne font plus bloc, que la maîtrise des âmes n'est plus le complément du contrôle des corps, dans la mesure où les croyances se mêlent, jusqu'à n'être souvent que des croyances jetables. L'internationalisation des croyances a comme effet immédiat ce brassage dans les sociétés globalisées. Ce qui n'y empêche pas la formation de communautés fermées, ritualisées, et dominant les corps de leurs membres. Mais précisément : dans une situation où la liberté de pensée a été chèrement acquise, où les religions n'ont plus le contrôle direct des esprits, elles le reproduisent justement par la tentative de contrôler les corps et de restaurer la croyance à travers ce contrôle. Ainsi des campagnes anti-avortement, contre l'euthanasie, voire contre l'usage des préservatifs, la lutte pour paralyser la recherche en bioéthique, les interventions efficaces pour infléchir les législations. Cette tentative de contrôle

<sup>5</sup> Op.cit, Paris Sudel, 1949, p. 110/

<sup>6</sup> *Discours et opinions*, Paris Armand Colin 1896, T.4.p.259

<sup>7</sup> L'humanité du 10 avril 1956

indirect des esprits par contrôle des corps insiste sur le caractère sacré et la valeur infinie de la vie, où la deuxième expression n'est que la traduction profane de la première. Et au nom de la valeur absolue de la vie, on n'hésite pas à sacrifier une vie réelle au nom d'une vie potentielle et à refuser à chacun le droit de juger de ce qui est une vie digne d'être vécue.

Notons les fluctuations intéressées de la doctrine au cours des siècles. Dans une lettre du 12 novembre 1626 à Pierre Dupuy, le peintre Rubens raconte que les marins espagnols avaient le devoir de se saborder plutôt que de laisser tomber l'or qu'ils ramenaient du nouveau monde aux mains des anglais. Or ce suicide légal était approuvé au saint siège : « Pour qu'ils puissent le faire sans remords de conscience, ils portaient au cou la dispense pontificale qui leur permet de se tuer »<sup>8</sup>. Valeur plus infinie de l'Or.

Or le fait même qu'on puisse sacrifier un individu au groupe en cas de crise –manger la mousse- montre bien que la vie n'a pas une valeur infinie, car on ne compare pas les infinis, à moins de prétendre qu'il y a des infinis éthiques de puissance différente, comme le dénombrable et le continu en maths. S'il faut défendre la vie, c'est bien qu'elle est de fait fragile et de droit de valeur finie, qu'on peut être amené à la sacrifier. Définir la société par le sacrifice symbolique capable d'exorciser la violence du sacrifice réel, voilà en propre la conception religieuse de la société, qui n'instaure la coopération que sur le rituel sacrificiel.

La prudence laïque commence quand on cherche à éviter la crise et ses dilemmes, insolubles en eux-mêmes, et elle commence en ce sens par le refus d'organiser la vie autour du maître signe et de sa transcendance. La laïcité commence ainsi par le refus, au nom d'une rationalité finie, d'un horizon infini de l'action civile. Non que cet horizon ne puisse être ouvert, mais parce qu'il ne peut définir la référence de la société humaine dans son historicité. Chacun sait que le serpent (Genèse 3.5), donne comme argument à Eve : « Vos yeux s'ouvriront, vous serez comme des Dieux par la connaissance du bien et du mal ». Vous serez comme des Dieux, c'est la définition même de la communauté humaine sécularisée chez Spinoza et chez le Marx de 1843 : le fameux *homo homini Deus*, l'inversion terrestre de la promesse plus modeste « nous serons comme des anges dans les cieux » (Marc. 12.25) ; La laïcité commence quand il n'y a plus de promesse, quand on accepte que celle-ci soit l'envers de l'historicité, une inversion infinie qui est la place d'une absence, celle d'un impolitique dans la politique.

La distinction entre une éthique sociale interne au droit et la morale se trace alors dans le fait que le droit ne réclame pas de totalisation de la vie dans une perspective infinie. Il ne la réclame pas : il ne propose que des règles de coopération, un fonctionnement des pratiques, non du rituel. Demander aux élèves de se lever à l'entrée du prof, c'est du rituel, exiger leur silence, c'est une règle indispensable au travail scolaire. L'inclusion des règles de coopération des diverses activités dans une morale unique, appartient à l'individu en fonction de ses croyances.

C'est cette rationalité finie qui permet de donner sens à la laïcité, mais qui lui permet aussi de situer les théories religieuses ou philosophiques dans le champ social. Quand 80 députés de la majorité exigent le retrait d'un manuel de SVT qui évoque la théorie du genre, il s'agit d'une manœuvre religieuse de contrôle du corps et de la sexualité conforme à la naturalisation religieuse du sexe, sous la forme d'une prétendue finalité naturelle. Or l'évocation de la théorie du genre montre les limites des conditions biologiques, conditions nécessaires mais non suffisantes de la vie sexuelle humaine. La scientificité justement commence quand les théories scientifiques intègrent leurs limites. Quant à la finalité naturelle, ce n'est pas une explication scientifique, car la sexualité est l'appareil par lequel la reproduction a lieu, et non l'appareil en vue de la reproduction, sinon on ne comprendrait pas son caractère aléatoire, le fait par exemple que les vaches se montent dessus dans les prés même en présence du taureau sans que personne ne songe à les traiter de gouines. Cela prouve que l'appel à la finalité n'est pas une théorie explicative de la vie sexuelle, mais une méta-théorie, explicative de l'explication. En tant que telle, elle est possible, non nécessaire, et la laïcité consiste justement à faire cette distinction.

<sup>8</sup> Lettres, T.2. p. 121, éditions du sandre Paris, 2011

La laïcité commence quand on part non de la vérité, mais de sa reconnaissance, car celle-ci est celle de ses limites. Et elle suppose alors qu'on remette les méta explications non au privé, mais à l'aspect problématique et critique de la raison publique. Que l'on admette que socialement la raison finie est la condition d'exercice de la raison infinie. C'est le sens de la parabole des anneaux que l'on trouve dans *Nathan le sage* de Lessing, mais qui dérive du *Décameron* (1<sup>o</sup> journée, nouvelle 3). Mais ce qui est chez Lessing l'impossibilité d'une reconnaissance de la vérité sinon par les conséquences éthiques, était chez Boccace une sorte d'expédient pour se sortir d'un entretien fâcheux avec Saladin. Or la rationalité de la laïcité a recours à l'expédient. Quand la vérité est indiscernable ou en controverse, on répute que tous les anneaux se valent, et c'est ce qu'on appelle la neutralité de l'Etat. La place du tiers est celle du juge absent qui renvoie chacun à son jugement. La laïcité se justifie ici comme le seul moyen de faire coexister des gens voués au différend, porteur de valeurs irréductibles et pensées comme non négociables. La violence ne s'exerce pas par le recours à un sacrifice symbolique, elle se reporte, se déplace sur le terrain de l'espace public de la controverse.

Or si la procédure de reconnaissance est la controverse et le différend, il ne saurait être question de refouler la religion dans le privé, hors de l'espace public. Ce qui est privé, c'est l'adhésion. Faire de la religion une affaire privée, c'est justement ce qu'on voit aujourd'hui dans l'échec de l'espace public dans les banlieues difficiles. C'est la privatisation de l'espace public même, absorbé par la socialité privatisée de la religion organisée en repli communautaire. La laïcité ne consiste pas à expulser les religions aux marges de la société, mais à faire de la société le lieu de la multiculturalité. Le moment de l'adhésion individuelle est certes décisif pour la liberté de conscience, mais il l'est aussi du point de vue social en participant du refus de la fermeture communautaire essentiel à la laïcité. Le communautarisme se constitue par superposition des critères : ethnique, religieux, social. Le moment de l'adhésion individuelle est ici complémentaire de la formation d'un espace public ouvert de coexistence. Il ne saurait y avoir dans l'école publique d'espace juif, musulman, chrétien ou athée.

L'exclusion des religions de la sphère publique érigerait la laïcité en universel exclusif, alors que son problème n'est pas d'être un universel de plus, mais d'être le terrain commun fini qui permet toutes les positions de l'universel. Aussi suis-je bien loin de partager l'idée qui était celle de la tradition, d'une école par exemple, à l'écart de la lutte des opinions et d'une neutralité par soustraction, qui était celle de Joseph Soleil. C'est au contraire la critique et la controverse qui sont moteurs de liberté, et plus tôt les chers petits s'y habituent, plus leur intelligence s'éveille. C'est l'accès universel à cet espace public, à égalité, donc, qui implique à la fois l'impossibilité de mettre en tutelle certains acteurs ( telle minorité sociale ethnique ou de genre), et aussi la prohibition de certaines normativités contraires à la coopération à égalité. C'est aussi le fait que la société ne peut définir sa normativité propre en fonction d'une morale particulière, mais à partir du risque social : il n'y a qu'une façon de lutter contre l'avortement et la transmission des maladies sexuelles, c'est le développement d'une contraception aujourd'hui en pleine régression. La laïcité consiste à faire partir la pratique sociale de ses risques et incertitudes, pas du salut.

Or la globalisation, en intégrant la multiculturalité à l'intérieur des formations sociales développées, ne fait que multiplier l'incertitude. Elle interdit la réduction de la laïcité à la recherche d'un consensus minimal par définition d'un plus petit dénominateur commun. La recherche d'une traduction minimale permettant un consensus d'opinions raisonnables me paraît définir l'hypocrisie éthique de la laïcité française actuelle. Il y a différend sur le raisonnable même et le traitement du différend conduit à des compromis hypocrites. Le comité d'éthique refuse l'euthanasie active, mais convient de l'arrêt des soins palliatifs. Mais c'est un droit inaliénable que de définir sa propre vie jusqu'à sa mort. La réponse du comité : suicide –toi, est hypocrite, parce qu'elle privatise la possibilité du choix en supprimant sa possibilité sociale et en imposant une morale particulière.

Il est erroné de croire que la globalisation à soi seule dissout le lien entre la religion et le nationalisme, comme le fait Ulrich Beck, arguant que la globalisation permet la confrontation des croyances, y compris à travers l'immigration, et leur individualisation, chacun mêlant plus ou moins les inspirations et se faisant son cocktail religieux personnel. La réponse nationaliste est une façon

de s'insérer dans la globalisation par démarcation des autres. Et la religion apparaît alors comme une diction de ce nationalisme, comme on le verrait en Pologne ou en Hongrie, qui combine le nationalisme et l'exclusivisme religieux dans la définition de religions reconnues qui écartent l'Islam.

La neutralité ne consiste pas à opposer la religion et irréligion, le meilleur moyen d'en faire des croyances concurrentes et de créer des religions laïques. Aussi avant toute communauté religieuse, que sa fermeture et sa constitution autoréférentielle menace de transformation en secte, y a-t-il la société comme communauté ouverte, en particulier dans notre univers globalisé. En décembre 2006, 46 députés conservateurs polonais proposèrent que le Christ soit officiellement proclamé roi de Pologne. Une politique religieuse se confond avec une religion politisée dans le nationalisme. La Pologne annexait le Christ bien qui avait dit que son royaume n'était point de ce monde. Ce que raye de la carte cette confusion, c'est l'impolitique de la religion, l'inversion des rapports de pouvoir et des signes du pouvoir dans la mission du salut. C'est encore le patron qui précise que le fils de l'homme est venu pour servir, non pour être servi. L'exclusivisme universaliste marque la religion à la fois comme une forme globale et comme ancrée dans un bloc. Le discours de Ratisbonne de B.16 sur l'Islam est violent tout simplement parce qu'il rejette celui-ci hors de la tradition de liberté de l'Europe, indépendamment de toute historicité. Il se marque du coup comme une illustration de l'exclusivité d'un occident chrétien assimilé à la raison et à la paix, ce qui reste fortement douteux. Ici encore l'impolitique est oublié, et l'infinité religieuse descend dans l'histoire pour l'essentialiser et l'éterniser. Cette politisation de la religion consiste à relocaliser un universalisme exclusif qui se veut global.

La globalisation a vu fleurir les formes les plus ritualisées et les plus fermées de religiosité, les interprétations les plus littérales, liées à la mainmise sur les corps des individus jusqu'à la perte de la vie, et ces formes sont souvent liées à des fermetures communautaires ou à des poussées nationalistes. Pourtant face à ce ritualisme qui ne fait que réinvestir à la fois celui des mouvements sociaux et celui de la mise en spectacle, on voit aussi la globalisation favoriser l'individualisation de la croyance, comme le dit Beck, et la nécessité d'un espace public social des religions. Le recteur de la mosquée Al Azar du Caire, après des attentats contre une église copte à Alexandrie avait d'abord appelé à l'unité des égyptiens contre ces pratiques avant de renvoyer le Pape à ses études quand celui-ci insistait sur la persécution religieuse. C'est que le recteur avait compris le caractère politique des rapports interconfessionnels, et aussi le fait que seule la sphère publique pouvait servir de médiation.

Cet Espace est social, car son caractère politique déborde celui de l'Etat et renvoie à une pratique sociale d'ensemble de la liberté d'expression. En tant que tel, cet espace public social s'appuie aussi sur le caractère impolitique des religions. La sphère publique en est la médiation indispensable et qu'elle est la seule solution à l'exclusivisme universaliste des grands monothéismes contemporains

C'est la présence interne aux formations sociales de leur extérieur, qui interdit la formation d'une symbolique univoque dominatrice et réductrice des autres. La Laïcité, c'est la place du tiers entre les croyances, et cette place du symbolique ne peut être une symbolique particulière. Et cette place est désormais irréductible à la position de l'Etat comme incarnation de la nation, car la présence de multiples nationalités aussi bien que leur lien avec l'extérieur interdit la réduction de la nation même à une identité nationale étatique. Dans les tentatives de rétablir celle-ci envers et contre tout et d'imposer une mémoire étatique comme rapport à l'histoire, l'Etat joue son rôle de constitution de la nation et du peuple, il y joue sa capacité d'imposer justement une symbolique maîtresse, comme eût dit Engels, son rôle de première puissance idéologique. La multiculturalité, c'est l'impossibilité de réduire le symbolique à un maître signe. La laïcité s'organise alors comme le tiers structuré en espace social, irréductible au tiers étatique, et à sa fonction d'intégration d'individus définis comme citoyens. A ce titre, par exemple, le droit de vote des étrangers aux élections locales est un acte de laïcité, contre les tentatives de resacralisation de l'Etat et contre les fermetures communautaires. Elle y retrouve son sens de faire société.